

De plus, il est utile de préciser que jusqu'en 1993, date de la première demande du certificat de nationalité française auprès du Tribunal d'Instance de BORDEAUX, aucune remise en question de la filiation de Maïzouna MERAM n'a eu lieu.

Le Ministère Public, pour fonder son rejet, articule son argumentation d'une part sur la non justification de l'existence d'un jugement supplétif ou d'un jugement d'homologation susceptible d'être prononcé en 1980, et d'autre part, en arguant du fait que Mademoiselle Maïzouna MERAM était majeure au prétexte que la nationalité française reconnue à la mère de l'intéressée l'a été alors que cette dernière était devenue majeure.

Bien évidemment, l'une ou l'autre analyse ne pourra prospérer car elles sont toutes les deux erronées.

En ce qui concerne le soi-disant non respect des conditions essentielles de validité fixées par la loi de tchadienne, cet argument ne pourra être retenu et ce d'autant moins que l'Etat Français n'a pas à se faire juge de la validité des documents délivrés par un autre Etat souverain, en l'occurrence le TCHAD qui de surcroît semble peu ordonné dans le référencement de ses actes d'état civil.

De plus, la filiation de Mademoiselle Maïzouna MERAM à l'égard de sa mère, Madame Fatime BOUCHOURA épouse LOBRE est établie depuis la petite enfance par la possession d'état et par un acte du 7 février 1980.

Un jugement du 7 avril 2003 constate et reconnaît purement et simplement cette situation.

Ce jugement du 7 avril 2003 n'est pas le point de départ de la date de l'établissement de la filiation de la demanderesse à l'égard de sa mère, comme l'indique faussement le Ministère public, mais ni plus ni moins que la reconnaissance que ce lien existe bien depuis 1971.

Une lecture, même rapide, de cette décision suffit à le constater.

Or, cette décision a été pleinement opposable au Ministère Public, partie à la procédure ; lequel n'en a pas relevé appel, ce qui oblige à considérer qu'il n'en conteste pas la teneur.

Ensuite, peu importe que les formes ne correspondent pas soi-disant à celles prévues par la loi tchadienne car la décision rendue par le Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE le 7 avril 2003, opposable au Ministère Public est à ce jour définitive.

S'agissant de l'autre branche du raisonnement du Ministère Public arguant de la majorité de la requérante lors de la reconnaissance de la nationalité française de sa mère, il conviendra de ne pas le suivre davantage.

De surcroît, des éléments de jurisprudence avancés sont sans rapport avec la situation de la requérante qui fonde sa filiation, non pas uniquement sur la possession d'état comme dans l'arrêt de l'Assemblée Plénière de la Cour de Cassation du 20 novembre 1992, mais également et surtout sur un certain nombre de décisions de justice rendues à son égard.